

RASSEMBLEUR



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada



UNE SOLIDARITÉ GAGNANTE

DANS CE NUMÉRO :

- L'élan de la grève
- Retraite équitable
- Encore soif de justice

CONVENTION DE LA POSTE - PUBLICATIONS N° 40062596
 RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT
 ÊTRE LIVRÉE AU CANADA À
 ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA
 233, RUE GILMOUR
 OTTAWA ON K2P 0P1

| | | |
|-------------------|--|--------------------|
| CANADA | | POSTES |
| POST | | CANADA |
| Postage paid | | Port payé |
| Publications Mail | | Poste-publications |
| 40062596 | | |

Gardons contact

Vous avez déménagé, changé de numéro de téléphone ou de courriel personnel?

Assurez-vous de mettre à jour vos coordonnées à syndicatifpc.ca/user ou au 1-888-604-7722.

Pour ne rien manquer

 syndicatifpc.ca/inscrivez-vous-liste-diffusion

 facebook.com/afpcnational

 [@psacafpc](https://instagram.com/psacafpc)

 [@psac_afpc](https://twitter.com/psac_afpc)

Vol. 17, n° 2 · 2023

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|---|
| S.O.S. santé dans le Nord | 3 |
| TikTok, outil de réconciliation | 3 |
| Consolider notre force de frappe | 4 |
| La solidarité en coulisses | 5 |
| Les grévistes d'Iqaluit | 5 |
| Eau potable : promesse ratée | 6 |
| Encore soif de justice | 6 |
| Retraite anticipée après 25 ans | 7 |
| Résilience face aux feux dans le Nord | 7 |

Le Rassembleur est une publication de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Comptant 225 000 membres, l'AFPC est l'un des plus grands syndicats du pays. Elle est affiliée au Congrès du travail du Canada et à l'Internationale des services publics.

Rédactrice en chef : Tasia Brown
Rédacteurs principaux : Izzy Pouliot, Michael Aubry
Cheffes de pupitre : Seema Lamba, Lorna Mungur, Ruth Greer
Conception, présentation et production : Ruth Greer, Shannon Hawn
Traduction : Services linguistiques de l'AFPC
ISSN : 1718-8679

Alliance de la Fonction publique du Canada
233, rue Gilmour, Ottawa ON K2P 0P1
613-560-4200

This publication is also available in English under the title *Our Union Voice*.



ÉDITORIAL

Nous avons ouvert la voie pour tout le monde. Et ce n'est qu'un début.

Nous venons de mener l'une des plus grandes grèves de l'histoire du pays : une lutte historique pour obtenir des salaires équitables et de meilleures conditions de travail pour plus de 155 000 fonctionnaires fédéraux.

Je remercie toutes les personnes qui ont participé aux piquets de grève aux côtés de plus de 100 000 membres d'un océan à l'autre. Vous vous êtes battus pour décrocher un bon contrat de travail pour vous et vos collègues — voilà ce qu'est la solidarité.

Je tiens aussi à remercier les membres qui ont manifesté leur soutien de bien d'autres façons. Vous avez joué un rôle crucial.

C'est une victoire durement remportée pour nos membres, mais aussi pour tous les travailleurs et travailleuses du pays — qu'ils soient dans le secteur public ou privé, syndiqués ou non. Nous avons prouvé que c'est en se serrant les coudes qu'on peut obtenir de véritables gains.

L'employeur s'est battu bec et ongles. Il a rejeté toutes nos revendications. Il n'était pas pressé de parvenir à une entente.

Pendant près de deux ans, le gouvernement s'est traîné les pieds et a refusé de négocier sérieusement un contrat pour nos unités du Conseil du Trésor et nos membres à l'Agence du revenu du Canada. Il sait que ralentir les pourparlers nous fait perdre du terrain et nous empêche de conclure une entente juste pour nos membres.

Nous faisons de notre mieux pour ne pas que les négociations s'éternisent, mais les lacunes de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (LRTSPF) et de la législation connexe, y compris les formalités de la



commission de l'intérêt public, nous empêchent d'aboutir rapidement à une entente. C'est pourquoi, avant la prochaine ronde, nous pousserons le gouvernement à modifier la législation.

Il est temps que la loi reflète les mesures et les protections dont beaucoup de nos membres en dehors du gouvernement fédéral bénéficient. Il est temps de remédier à un régime de relations de travail déficient qui nuit à la négociation et à la représentation, de part et d'autre.

La grève a non seulement amélioré les conditions de travail de nos membres, mais a aussi renforcé notre syndicat. Chaque jour, j'ai vu une nouvelle génération d'activistes sur les piquets de grève. Votre passion et votre énergie contribueront certainement à fortifier nos sections locales.

Maintenant que la grève est terminée, le moment est venu de nous atteler à la modernisation de la LRTSPF, tout en poursuivant nos efforts pour améliorer nos milieux de travail et la société en général.

En toute solidarité,

Chris Aylward, président national



S.O.S. santé dans le Nord : les travailleuses et travailleurs ont besoin de renfort

Technicienne en pharmacie autorisée, Amanda Arsenault travaille depuis neuf ans à Rankin Inlet, assurant l'approvisionnement en fournitures médicales de huit centres de santé communautaire du Nunavut. Elle a toujours fait cavalier seul, malgré la complexité de l'approvisionnement dans les communautés nordiques, qui se fait par fret aérien.

Dernièrement, son employeur a engagé une autre personne et Amanda est soulagée d'avoir enfin de l'aide, car même à deux, le travail s'accumule.

L'AFPC représente environ 4 000 travailleurs et travailleuses de la santé au pays, et beaucoup sont dans la même situation, aggravée depuis la pandémie. Dans le Nord, le manque chronique de personnel pose problème depuis des dizaines d'années, et ne fait qu'empirer.

C'est pourquoi Heidi Young, infirmière en santé communautaire au Nunavut, doit faire le travail de deux ou trois personnes.



Le modèle des centres de santé communautaire est excellent. Les infirmières gèrent des programmes de vaccination, donnent des soins prénataux et bien plus. Mais la pénurie nous force à constamment régler ce qui est le plus pressant et ça laisse peu de temps pour la prévention. »

– Heidi Young



Amanda Arsenault

Christian Norwick, infirmier des soins intensifs à Yellowknife, porte régulièrement d'autres chapeaux : il fait du ménage, communique avec des familles et participe à la réadaptation de patients, des tâches habituellement de concierge, de travailleur social et de physiothérapeute.

Dans un milieu où il manque constamment de personnel, difficile de trouver quelqu'un à qui parler et pouvant partager la charge de travail. « Tous nos problèmes découlent de la dotation, explique-t-il. Les gens se font refuser des vacances et s'épuisent, d'où les lacunes grandissantes en matière de soins. »

Selon Northern Health Care Matters, au lieu d'augmenter les effectifs, les gouvernements territoriaux paient des millions de dollars

à des agences privées pour engager des contractuels – une solution inefficace et coûteuse.

Les personnes ainsi recrutées ne font que passer et souvent, elles ne savent pas comment faire leur travail, même si elles gagnent deux ou trois fois plus que le reste du personnel. Cette situation ne fait qu'alourdir la charge de nos membres, déjà au bord de l'épuisement professionnel.

De plus, les personnes à contrat sont rarement sensibilisées aux particularités culturelles de la population dont elles s'occupent. Offrir des soins de santé adaptés à la culture est essentiel à la réconciliation avec les peuples autochtones, mais comment y arriver quand la population est privée de services fiables?

Amanda, Christian et Heidi en conviennent : il est temps que les gouvernements prennent au sérieux la crise dans le domaine de la santé. Dans le Nord, il faut commencer par offrir des salaires concurrentiels adaptés au coût de la vie et de bons emplois stables.



Au lieu de payer des agences privées, on pourrait adopter des solutions à long terme, comme des programmes de rétention, des mesures incitatives et la formation de professionnels dans le Nord, ou financer des programmes communautaires utiles aux gens de la région. »

– Christian Norwick

La privatisation du réseau de la santé nuit aux travailleurs et travailleuses, aux patients et à leur famille. Les soins de santé doivent être conçus pour les gens du Nord et placer l'humain au centre de tout.

Collaborateurs : Lorna Mungur et Jeffrey Vallis



TikTok comme outil de réconciliation

Savez-vous comment on dit « jardin » en abénaki?

Connaissez-vous la tradition du battage de frêne?

Quelle est la différence entre appréciation et appropriation culturelle?

Vous trouverez des réponses à ces questions dans les vidéos de Xavier Watso, créateur de contenu abénaki. Xavier se sert des réseaux sociaux, surtout TikTok, pour partager des vidéos éducatives sur la culture autochtone et surtout sur la langue abénakise.

Pour Xavier, apprendre l'abénaki a été une façon de reconnecter avec sa culture autochtone suite aux traumatismes intergénérationnels causés par les pensionnats autochtones. La langue est maintenant un outil important pour la réconciliation et il cherche à

l'enseigner à l'aide des réseaux sociaux. En prenant le temps d'apprendre quelques mots dans des langues autochtones, les gens font un pas de plus vers la réconciliation et aident à établir un lien de confiance.

Trouvez Xavier sur TikTok
@Watso_
ou Instagram
@Xavierwatso





CONSOLIDER NOTRE FORCE DE FRAPPE : l'élan donné par la grève

La grève générale nationale de plus de 100 000 fonctionnaires représentés par l'AFPC a marqué un jalon dans notre histoire. En faisant front commun, on a obtenu des gains qui haussent la barre à la fois pour l'ensemble de nos membres et pour les travailleurs et travailleuses du pays.

Ce succès, on le doit aux milliers de membres qui ont répondu à l'appel et aidé à mener la grève dans toutes les régions.

Jessica Dagasso, du bureau de Service Canada à Nanaimo, a accepté de livrer des fournitures et de coordonner les piquets de grève.



En tant que jeune travailleuse, j'avais beaucoup à apprendre, mais c'était formidable de pouvoir appuyer les grévistes. L'expérience m'a donné confiance en mes capacités. »

– Jessica Dagasso

Odeisa Stewart, entrée en fonction à Emploi et Développement social Canada durant la pandémie, a été encouragée à participer activement à la grève à Dartmouth.

«Parfois les gens voient en nous des qualités qu'on ne voit pas nous-même. Disons que j'ai beaucoup appris, dit-elle en riant. Je suis devenue spécialiste de la résolution de problèmes! »

«Ça m'a aussi permis de me découvrir et de comprendre ce que signifie la solidarité. Je crois qu'on devra tous, un jour ou l'autre, aider à bâtir un monde meilleur. On doit continuer à faire preuve de gentillesse et à trouver des moyens de s'entraider.»

Deanna Allain travaille pour l'Agence du revenu du Canada à Hamilton.

Adolescente, elle a contribué à convaincre le gouvernement provincial d'améliorer ses lois sur l'accessibilité. Elle savait déjà que l'action donnait des résultats.



Comme bien des jeunes de ma génération, je viens d'entrer sur le marché du travail. Je n'avais jamais fait partie d'un syndicat, mais j'avais déjà milité et ça me passionnait. Je sais ce qu'on peut accomplir en travaillant ensemble. Ça m'a fait plaisir d'aider à faire avancer les choses. »

– Deanna Allain

Martin Trudel-Racine, matelot qui travaille pour la Garde côtière à Québec, a pris en main la coordination des lignes de piquetage de sa localité. Il a témoigné du sentiment d'appartenance que la grève a fait naître chez les membres.

«Durant une grève, on se sent épaulés, puissants. On pourrait comparer la grève à un muscle qu'il faut continuer à exercer pour qu'il demeure fort entre les rondes de négociations. C'est comme ça qu'on continuera à faire des gains.»

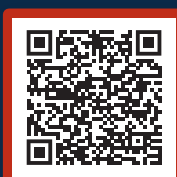
La grève nationale a énergisé notre syndicat et donné des ailes à son militantisme. Elle nous servira de plan de match pour la négociation des nouveaux contrats de travail de nos membres.

À nous de continuer à exercer notre pouvoir syndical. Voici ce que vous pouvez faire pour aider à bâtir l'AFPC et à améliorer les choses là où vous travaillez.

Collaborateur : Patrick Bragg



Lisez la version intégrale de cet article en ligne.



La solidarité en coulisses durant la grève

Fanfares, danse en ligne, kiosques de nourriture élaborés... les membres de l'AFPC ont répondu présents et allié leurs forces plus tôt cette année pour faire du bruit aux lignes de piquetage partout au pays, lors de la plus grande grève de l'histoire du Canada.

Ceux et celles qui ne pouvaient pas piqueter ont eu l'occasion d'aider les grévistes en coulisses et de faire de bonnes actions.

C'est le cas notamment à l'Î.-P.-É., où les leaders de Summerside ont vite compris que ces membres pourraient rendre service à leur entourage en plus d'épauler les grévistes. Utilisant une salle communautaire comme quartier général, ils ont préparé de la nourriture pour les grévistes, aidé la banque alimentaire locale et confectionné des couvertures pour les patients de l'hôpital pédiatrique et du centre de cancérologie.

« Cette grève était une entreprise colossale pour le syndicat et notre section locale. On a servi les membres tout en redonnant au suivant, et j'en suis très fière », déclare Maureen Getson, présidente de la section locale 90006 du SEI.

On adore notre coin de pays, et les membres qui ne pouvaient pas faire de piquetage ont pu donner de leur temps et apporter une contribution concrète. Les gens de Summerside ont vu que le syndicat se soucie de sa communauté et nous ont fourni un précieux soutien en retour. »

— Maureen Getson

Présidente de la section locale 90006 du SEI



À Iqaluit, les membres de l'AFPC ont instauré une nouvelle tradition pendant la grève : la pause café communautaire du vendredi, tribune de solidarité où les membres pouvaient se reposer et raconter leur histoire. Cette initiative a gagné en popularité, surtout grâce aux entreprises alimentaires locales qui offraient des rabais et à la générosité des donatrices et donateurs ayant facilité la tenue de ces chaleureux rassemblements.

Ce ne sont là que quelques exemples des gestes d'entraide touchants qui ont eu lieu ici et là pendant la grève.

Collaboratrice : Marietou Diallo

Les grévistes d'Iqaluit connaissaient bien leur valeur

Si vous avez déjà fait le piquet, vous savez que quand vient le temps de lutter pour l'avenir, il peut être difficile de garder sa motivation.

La vie a ses hauts et ses bas, et c'est tout aussi vrai sur la ligne de piquetage.

Ce fut assurément le cas des 13 travailleuses et travailleurs de l'Office d'habitation d'Iqaluit qui ont fait pression pendant 137 jours — la plus longue grève de l'histoire du Nunavut. L'employeur ayant imposé un lockout, ils ont bravé le climat inhospitalier ainsi que les personnes venues du Sud pour prendre leur place. La grève s'est ainsi éternisée, divisant la communauté.

Audrey Mélanie était à Iqaluit depuis à peine quelques semaines au moment du débrayage. Ex-infirmière et seule membre ayant de l'expérience en moyens de pression, elle a déménagé à Iqaluit pour occuper un poste de commis à l'administration, qu'elle allait bientôt chérir.

« Le personnel et les gestionnaires s'entendaient bien avant la grève. Mais c'était comme s'il fallait détruire ce lien familial pour repartir de zéro et le tisser plus serré », explique Audrey. Même si la grève a été difficile, elle l'a motivée à s'impliquer

davantage dans le syndicat. « On a tellement pleuré, tellement accompli de choses. Rien ne vaut le sourire sur toutes les lèvres au retour au travail. »

Loi anti-briseurs de grève

La tension était palpable quand des travailleuses et travailleurs du Sud sont venus les remplacer, d'autant plus qu'ils étaient mieux rémunérés et bénéficiaient d'allocations au logement auxquelles le personnel de l'Office n'avait jamais eu droit.

« Quand les gens se croisaient dans la ville, c'était loin d'être plaisant », relate Jason Rochon, président du Syndicat des employé-e-s du Nunavut.

Avec une confiance prudente, Jason estime que la loi anti-briseurs de grève promise par le fédéral devrait inciter les employeurs à respecter les travailleuses et travailleurs et la négociation collective.

« Plus de 90 % des grévistes étaient de jeunes Inuit, signale-t-il. En tenant bon et en se battant pour améliorer leur sort, ils ont obtenu de chaude lutte de meilleures conditions de travail et une convention collective qui les protège contre le coût élevé de la vie au Nunavut. »

Ils savaient ce qu'ils valaient véritablement. Ils savaient qu'ils aidaient la communauté et qu'ils pouvaient compter les uns sur les autres. Grâce à l'exemple qu'ils ont donné, les travailleuses et travailleurs n'accepteront plus la première offre sur la table. »

— Jason Rochon

Président, Syndicat des employé-e-s du Nunavut

Collaboratrice : Shaheen Lotun



Accès universel à l'eau potable : le gouvernement manque à sa promesse

Depuis plus de 20 ans, David Martin est technicien en traitement des eaux industrielles à la base militaire de Goose Bay. Son travail : veiller à ce que la base ne manque jamais d'eau potable.

En tant qu'Inuit, il s'estime chanceux. L'accès à l'eau potable est un privilège que bien des gens au pays tiennent pour acquis. Un trop grand nombre de communautés autochtones ne peuvent en dire autant.

En 2015, le gouvernement libéral avait promis l'accès universel à l'eau potable d'ici 2021. Or, 67 avis à court et à long terme sur la qualité de l'eau sont toujours en vigueur dans des réserves des Premières Nations. De plus, les avis d'ébullition dans de nombreuses communautés inuites et métisses ne figurent pas dans les données officielles.

L'accès à l'eau potable est un droit fondamental. Sans eau potable, on s'expose à une myriade de problèmes de santé. On a donc affaire à une crise sanitaire dont le gouvernement ne se préoccupe pas assez.

Pour David, ce ne sont pas les solutions qui manquent, et elles sont généralement simples. Le problème réside dans le manque de financement du fédéral pour les mettre en place et régler cette crise sanitaire.

Selon le rapport du directeur parlementaire du budget 2021, Ottawa accuse un déficit de financement annuel de 138 millions de dollars pour la construction et l'entretien des réseaux d'aqueduc dans les communautés des Premières Nations.

« Une étude complète de tous les endroits contaminés s'impose, estime David. Le gouvernement doit absolument évaluer la gravité de la situation. Ça lui permettra d'étudier les diverses méthodes de traitement des eaux et de déterminer si les populations peuvent continuer à vivre sans danger dans leur collectivité. »

L'étape suivante serait de choisir la méthode de décontamination.



Toute solution doit être dirigée par les Autochtones. C'est le seul moyen de régler le problème à long terme. Les communautés autochtones en ont assez de l'attitude paternaliste du gouvernement. Elles veulent plus de contrôle sur leur approvisionnement en eau, leurs territoires et leurs ressources. C'est d'ailleurs un aspect essentiel de la réconciliation. »

– David Martin



David Martin et Michelle Woods

Michelle Woods, qui travaille à Services aux Autochtones Canada, représente l'Ontario au Comité national des peuples autochtones. Elle aussi est d'avis que résoudre la crise de l'eau potable passe par un financement adéquat.

« Il faut sensibiliser les gens, dit-elle, les informer de la situation actuelle, et les inciter à se renseigner sur les conditions de vie dans les collectivités touchées et sur les risques pour la santé de leur population. »

L'eau est essentielle à nos collectivités, à la vie. Nous avons le devoir de bien la gérer, avec le concours des peuples autochtones.

Pour en savoir plus sur le combat de l'AFPC et des communautés autochtones pour l'accès à l'eau potable, renseignez-vous sur la campagne Encore soif de justice.

Collaborateurs : Lorna Mungur, Patrick Bragg

Droit à l'eau potable : phase 2

L'an dernier, l'AFPC a lancé la campagne **Encore soif de justice**, unissant sa voix à celles des Autochtones de Grassy Narrows et de la Nation crie Samson pour réclamer l'accès universel à l'eau potable. Nous lançons maintenant la phase 2 de la campagne : des membres de partout au pays témoignent de l'insécurité causée par la crise de l'eau pour presser le gouvernement fédéral d'y remédier.

Bien que le Canada se classe au troisième rang mondial en matière de réserves d'eau douce, des dizaines de communautés autochtones n'ont toujours pas accès à l'eau potable.

Participez à ce nouveau chapitre de notre campagne : lisez les témoignages de nos membres et luttez avec nous pour le droit à l'eau potable.



encoresoifdejustice.ca

Après 25 ans de service, retraite anticipée rime avec dignité

Rita Dabrowski est membre du Syndicat des Douanes et de l'Immigration. Agente des services frontaliers à Victoria, en Colombie-Britannique, elle connaît trop bien les risques associés à son travail. Ses 25 années de service ont été marquées par maintes blessures professionnelles, chirurgies et douleurs constantes.

« Plus je retarde mon départ à la retraite, plus le risque de blessures augmente, explique-t-elle. Je veux prendre ma retraite en toute dignité et en meilleure forme possible. Mais avec l'âge, les blessures sont plus fréquentes et prennent plus de temps à guérir. »

Les pompiers et pompières à la Défense nationale et nos membres à l'Agence des services frontaliers – qui chaque jour risquent leur vie pour assurer la sécurité du public – ont lancé une campagne pour la retraite anticipée sans pénalité après 25 ans de service. Cette demande est plus que raisonnable : elle est nécessaire.

Jason Elder, membre de l'Union des employés de la Défense nationale à Suffield, en Alberta, est pompier civil depuis 18 ans et partage les préoccupations de Rita.



«Travaille jusqu'à ce que tu crèves". C'est ça, notre régime de pension. À cause des cancers et des problèmes de cœur liés à notre métier, on ne peut même pas profiter de notre retraite, explique-t-il. Ce n'est pas pour rien que la plupart des services d'incendie municipaux offrent la retraite anticipée ou d'autres formules semblables. »

– Jason Elder

La retraite anticipée n'a rien de nouveau en sécurité publique. Y ont déjà droit la majorité des pompières et pompiers, des contrôleuses et contrôleurs aériens, des agentes et agents de la GRC et du personnel opérationnel à Service correctionnel Canada.

Lors de la dernière ronde de négociations avec le groupe FB, le gouvernement s'est engagé

à modifier les lois pour que les membres puissent bénéficier d'une retraite après 25 ans. On attend toujours.

Cet enjeu va au-delà de la table de négociation puisque, pour respecter sa promesse, le gouvernement doit modifier la Loi sur la pension de la fonction publique et la Loi de l'impôt sur le revenu. L'AFPC et ses Éléments multiplie donc les moyens de pression en publiant des témoignages des membres qui lèvent le voile sur les répercussions de leur travail sur la santé.

Le temps est venu pour le gouvernement fédéral d'apporter ces changements attendus depuis longtemps pour que son personnel de la sécurité publique ait droit à la retraite anticipée.

Collaborateur : Jeffrey Vallis

Résilience face aux feux dévastateurs dans le Nord

Lorsque les feux de forêt ont commencé à ravager les Territoires du Nord-Ouest, des membres de l'AFPC, dont des pompières et pompiers et des travailleuses et travailleurs de la santé, n'ont pas hésité à prêter main-forte sur le terrain. Plus de 20 000 personnes ont été visées par des ordres d'évacuation dans la région.

Trevor Bourgeois, pompier chevronné de l'aéroport de Yellowknife, participait à l'évacuation de Hay River lorsqu'il a été rappelé à Yellowknife pour évacuer la population de sa propre ville. Éloignés de leur famille, lui et ses collègues étaient malgré tout prêts à protéger leur communauté.



Les pompières et pompiers auraient pu quitter la ville, eux aussi, mais ils sont restés, comme de nombreux membres du personnel d'entretien. Nous voulions faire tout en notre pouvoir pour que l'issue soit la meilleure possible. »

– Trevor Bourgeois

Pendant les évacuations, Trevor s'occupait des bagages, de la sécurité et du transport à l'aéroport. Mais ce n'est pas tout — il a aussi fait du débroussaillage et conduit des camions pour dégager des zones susceptibles de brûler.

« Beaucoup d'entre nous ont porté différents chapeaux, mais toutes les personnes restées pour aider avaient un moral d'acier, ajoute-t-il. L'ambiance et la collaboration étaient excellentes. »

Pour sa part, Phil von Allmen, agent correctionnel au centre du Slave Nord, à Yellowknife, a aidé à évacuer les prisonniers avant d'accomplir, lui aussi, d'autres tâches. Grâce à sa vaste expérience d'opérateur d'équipement lourd, il a pu participer à la création de coupe-feux et au retrait des matières combustibles pour protéger la ville.

« Bon nombre de bénévoles sont restés, des gens qui, quelle que soit leur expérience, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour aider, raconte Phil.



Yellowknife et le Nord ont une grosse cote d'amour, et c'était incroyable de voir tout le monde se serrer les coudes. Je suis très fier de notre communauté. »

– Phil von Allmen

Les conditions météorologiques extrêmes associées aux changements climatiques ont mené à la pire saison de feux de forêt jamais enregistrée au Canada, avec plus de 6 100 incendies et plus de 15 millions d'hectares brûlés. Près de 200 000 personnes ont été évacuées au pays cette année.

Les membres de l'AFPC des communautés touchées partout au pays ont fait preuve d'une détermination et d'une solidarité inébranlables, témoignant de la résilience et de la collégialité caractéristiques du Nord.

Collaborateur : Jeffrey Vallis



La Solidarité, c'est ça!



(Quand on dit)
SO-SO-SO

(Vous répondez)
SOLIDARITÉ



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada

(Quand on dit)
ON MARCHE POUR LE RESPECT

(Vous répondez)
UNI-E-S PLUS QUE JAMAIS